



## **Soutien à Renaud Van Ruymbeke Pour une justice économique internationale**

Aujourd'hui, la mondialisation se joue de toute tentative de contrôle et de transparence des flux financiers. Les instruments juridiques restent peu contraignants. Les centres financiers *off shore* demeurent. La coopération judiciaire internationale a peu progressé. La timide prise de conscience politique qui avait suivi en France l'éclosion de grandes affaires politico-financières est retombée.

Pourtant, dès 1996, des magistrats européens avaient lancé l'Appel de Genève, afin de construire une Europe plus juste et plus sûre dans laquelle la fraude et la corruption ne bénéficieraient plus d'une large impunité. Parmi eux, le juge d'instruction Renaud Van Ruymbeke s'était particulièrement investi pour la création d'un espace judiciaire européen reposant sur l'équilibre entre l'efficacité des enquêtes et la garantie des droits des justiciables.

Aujourd'hui ce magistrat reconnu pour son indépendance et sa rigueur, en charge d'affaires internationales sensibles, se retrouve en posture d'accusé. Son crime : avoir tenté de convaincre, lors d'entretiens confidentiels, un témoin se disant en danger de mort d'accepter la procédure du témoin anonyme et de pas en avoir immédiatement informé des collègues.

En réalité, les menaces de poursuites contre lui sont une diversion pour faire oublier les enjeux véritables de cette affaire. Elles dissimulent également l'absence de volonté politique en matière de lutte contre la corruption et les entraves posées par le gouvernement à la manifestation de la vérité dans ces dossiers.

Les magistrats soussignés, constatant la progression inquiétante des formes les plus graves de la délinquance économique, s'étonnent des attaques contre un magistrat symbole de ce combat et se déclarent solidaires de leur collègue Renaud Van Ruymbeke. Ils attirent l'attention des gouvernements européens sur la nécessité de remettre au centre de leurs politiques publiques la lutte contre la délinquance financière. Ils appellent leurs concitoyens à récupérer les espaces perdus par la démocratie au profit de la criminalité financière. Il n'est pas de démocratie véritable sans justice égale pour tous.

8 juin 2006